

# Comores : la DGSE serait mouillée

Jean Chatain

L'Humanité, 25 octobre 1995

LE gouvernement comorien s'est déclaré hostile, lundi, au retour du président Saïd Mohamed Djohar, qui se trouve à la Réunion depuis l'échec de la tentative de coup d'Etat menée par les mercenaires de Bob Denard.

« *Tout appareil de transport public ou privé transportant le chef de l'Etat comorien ne sera pas autorisé à atterrir jusqu'à nouvel ordre* » sur les aérodromes du pays, a annoncé le ministère des Transports, dans un message au service de l'aviation civile de la Réunion.

Ces derniers jours, le président Djohar avait reçu la visite de plusieurs ministres de l'actuel gouvernement comorien, constitué après la capture de Bob Denard.

Celui-ci et ses mercenaires, capturés par des soldats français, ont depuis été expulsés vers la France et mis en examen, notamment pour séquestration. Ils ne semblent d'ailleurs pas très inquiets.

La lumière est loin d'avoir été faite sur le coup de force dirigé par

Denard. Des rumeurs insistantes font état d'un feu vert qui lui aurait été donné par des agents du service Action de la DGSE, peut-être en cachette de leur patron Jacques Dewatre comme des services du premier ministre.

Objectif : faciliter l'installation dans l'archipel d'une base arrière pour des opérations clandestines (financement occulte, trafic d'armes) concernant des intérêts français et sud-africains.

La très confidentielle « *Lettre de l'océan Indien* » va plus loin, accusant la société de communication Trends Co, basée à Villeneuve-d'Ascq (Nord), dirigée par Alain Delrue et Daniel Thorel, d'avoir couvert toute l'opération.

Cette société dissimulerait un officier de la DGSE et aurait servi à la couverture financière et logistique d'une partie du service Action, lui permettant ainsi d'apporter la caution politique réclamée par Bob Denard.